



Premièrement, je voudrais présenter mes salutations respectueuses aux peuples autochtones de ce territoire et les remercier d'accepter notre présence parmi eux aujourd'hui.

Étant donné que c'est ma dernière chance de prendre la parole devant une plénière de l'ACHRU en tant que président, je vais profiter de ce moment pour évaluer l'évolution du secteur depuis mon arrivée au conseil d'administration il y a maintenant cinq ans et partager ma vision de l'avenir de notre mouvement.

2014. Les promoteurs de logements sociaux, communautaires, coopératifs et publics, ainsi que les 600 000 ménages locataires qu'ils hébergent, font face à une situation alarmante. Le gouvernement fédéral de l'époque faisait ce qu'il disait. Et rappelons-nous que ces propos tenaient de l'obscénité.

La question du jour était de savoir lesquels d'entre nous survivraient à la fin des conventions. La ligne de la SCHL, ainsi que celle du ministre, c'était que les promoteurs communautaires devaient se suffire à eux-mêmes et que le problème du logement pour les moins fortunés, les sans-abri, les familles monoparentales, les autochtones ou les personnes âgées isolées n'était pas une préoccupation fédérale. L'expiration de chaque convention libérait un peu plus l'État canadien de ses obligations.

Quelle différence par rapport à aujourd'hui! Il y a quatre mois, la SCHL redéfinissait son objectif organisationnel en déclarant que d'ici 2030, tous les habitants de ce pays disposeraient d'un logement convenable et abordable. Il y a exactement deux semaines, le gouvernement fédéral a lancé dans son budget un processus législatif qui devrait aboutir à l'adoption d'un projet de loi obligeant les gouvernements actuels et futurs à considérer le logement comme un droit humain.

Il y a cinq ans, la SCHL était occupée à licencier des centaines de personnes de sa direction du logement abordable. Aujourd'hui, ils braconnent notre personnel parce qu'ils recherchent des individus ayant une bonne connaissance du secteur.

Il y a cinq ans, l'idée d'une stratégie nationale pour le logement était le rêve d'une poignée d'excentriques. C'est maintenant un document officiel dévoilé par nul autre que le premier ministre.

Il y a cinq ans, le budget fédéral consacrait exactement sept lignes au logement abordable. Le budget de la semaine dernière y consacre des pages entières et énumère les milliards de dollars investis dans le secteur. Nous parlerons davantage de ces milliards plus tard, parce que les politiciens étant des politiciens, il faut vérifier les faits.

Il y a cinq ans, l'ACHRU vivait les conséquences des coupures que lui avait imposées la SCHL. Nous devons nous battre pour obtenir des réunions avec des représentants

gouvernementaux de second rang. Aujourd'hui, nous avons du mal à trouver des locaux suffisamment grands pour nos événements. Nous sommes sollicités pour participer à tant de réunions et de consultations à tous les niveaux de l'appareil fédéral que nous avons besoin d'un calendrier informatisé pour arriver à les intégrer à notre agenda et nécessitons du personnel à temps plein pour écrire tous les documents d'information qu'ils nous demandent constamment!

Nous avons donc parcouru un long chemin. Mais, contrairement à certaines affirmations, nous n'avons pas encore atteint les « voies ensoleillées ». Si nous sortons lentement de l'âge des ténèbres, nous commençons seulement à explorer la période de la Renaissance et sommes certainement encore loin des Lumières.

Nous n'y sommes pas encore parce que nous vivons dans une société où « Un logement pour tous » n'est encore qu'un slogan pour la plupart des institutions et des gouvernements.

« Un logement pour tous », ça signifie la mise en place d'un ensemble de mécanismes budgétaires, législatifs, juridiques, scientifiques et communautaires cohérents, aboutissant à une société où il serait tout simplement naturel que chacun ait un toit. Le Canada a besoin de cela et c'est la mission de l'ACHRU de créer un consensus national autour de cette vision.

\* \* \*

Les vestiges du plus ancien établissement humain connu au Canada ne sont pas si loin d'ici, toutes proportions gardées, dans les grottes Bluefish du Yukon.

Les archéologues y ont retrouvé des traces d'occupation humaine ayant 28 000 ans. Les habitants de cet endroit ne pouvaient certainement pas commander une pizza par Internet, ils n'avaient ni ordinateur, ni institution publique, ni banque, ni centrale nucléaire, ni université.

Mais une chose est sûre, ils avaient défini un lieu à eux. Même s'ils se promenaient afin de trouver des ressources pour se nourrir et se vêtir, ils avaient un chez-eux et partageaient cet espace, ne laissant personne esseulé ni sans abri.

Maintenant, qui dans cette salle peut m'expliquer comment, après 28 000 ans de prétendue évolution, nous nous trouvons dans une situation où nous construisons chaque année 235 000 nouvelles maisons, tout en parvenant à maintenir... 235 000 personnes sans abri, année après année?

Qui dans cette salle peut m'expliquer comment une société qui comptait, en 1970, 24 millions d'habitants et un PIB de 88 milliards de dollars réussissait à construire 30 000

logements sociaux et communautaires, arrive aujourd'hui, avec un PIB 20 fois supérieur et une population d'à peine 50 % plus nombreuse, à prétendre que la construction de 10 000 logements est une réalisation spectaculaire et la preuve qu'elle fait « le maximum possible »?

Qui dans cette salle peut m'expliquer le niveau de sophistication qu'une société doit atteindre pour réussir, depuis des siècles, à affirmer que la protection des droits des peuples autochtones est au cœur de son cadre juridique, tout en faisant en sorte que ces mêmes peuples autochtones soient maltraités, malmenés, bafoués, discriminés, violés, intimidés, harcelés, trahis et trompés, encore, encore, encore et encore?

Pour soutenir cette dernière affirmation, permettez-moi de citer la Commission de vérité et réconciliation.

\* \* \*

Les objectifs centraux de la politique indienne du Canada étaient les suivants : ignorer les droits des Autochtones, éliminer leurs gouvernements, mettre fin aux traités conclus et, au moyen d'un processus d'assimilation, faire en sorte que les peuples autochtones cessent d'exister en tant qu'entités légales, sociales, culturelles, religieuses et raciales au Canada. On peut qualifier cette politique de « génocide culturel ».

[C'est à dire] la destruction des structures et des pratiques qui permettent à un groupe de continuer à vivre en tant que groupe. [Pour ce faire,] des terres sont expropriées et des populations sont transférées de force et leurs déplacements sont limités.

Dans ses rapports avec les peuples autochtones, le Canada a fait tout cela.

[Pourquoi avons-nous fait cela? La Commission répond à la question par ces mots:]

Le gouvernement canadien a poursuivi cette politique de génocide culturel parce qu'il souhaitait se départir des obligations légales et financières qui lui incombaient envers les peuples autochtones et reprendre le contrôle de leurs terres et de leurs ressources.

[La bonne nouvelle du rapport, c'est que] malgré les mesures coercitives adoptées par le gouvernement, celui-ci n'a pas réussi à atteindre ses objectifs politiques. Bien que les peuples et les cultures autochtones aient été gravement endommagés, ils continuent d'exister.

[La Commission plaide ensuite pour la réconciliation. Et elle définit ce concept très clairement. Il est essentiel de comprendre que la puissance – je pourrais presque dire la magie – du message de réconciliation de la Commission réside dans le fait qu'il ne s'applique pas uniquement aux peuples autochtones, mais à nous tous. Pour savoir si

nous sommes sur la voie de la réconciliation, la Commission explique qu'il est nécessaire de se demander si nous,] autochtones et non-autochtones [faisons ce qui est nécessaire pour] transformer la société canadienne afin que nos enfants et nos petits-enfants puissent vivre ensemble dans la paix, la dignité et la prospérité.

[La réconciliation nous oblige à nous remettre en question: avons-nous, en tant que société et secteur, démontré] l'engagement politique et les ressources matérielles nécessaires, à tous les niveaux, pour atteindre l'objectif [de] vivre ensemble dans la paix, la dignité et la prospérité ?

\* \* \*

La réponse franche à ces deux questions est un non retentissant et troublant. Il est troublant non seulement pour les peuples autochtones, mais pour l'ensemble de notre société. Fondamentalement, la véritable question est : dans quel monde voulons-nous vivre?

Bien que je ne doute pas de la bonne foi de la plupart des personnes impliquées dans les échanges que nous avons eus avec de nombreux ministères, agences et services fédéraux, les faits sont incontestables : nous sommes à mille lieues d'une action significative qui nous permettrait de répondre à l'appel en faveur d'une véritable réconciliation.

L'histoire, y compris l'histoire très récente, nous montre que lorsque l'État canadien estime qu'une chose est cruciale, il prend les mesures nécessaires pour y arriver, même si ces mesures sont controversées sur les plans politique, constitutionnel, fiscal ou environnemental.

Lorsque la discussion sur une stratégie nationale en matière de logement a été lancée, un autre dossier, sans rapport avec le nôtre, a également commencé à prendre de l'importance dans les cercles gouvernementaux, à savoir l'oléoduc Trans Mountain. Je ne souhaite pas prendre position sur cette question, seulement énoncer les faits.

Ce gouvernement n'a eu aucune difficulté à trouver 9,5 milliards de dollars pour acheter Trans Mountain, car il considérait cela comme une priorité nationale. Même s'il n'avait jamais fait référence à ce projet dans ces termes lors des élections. Par souci d'équilibre, rappelons-nous que, si le principal parti d'opposition s'est objecté à l'investissement lui-même, c'est simplement parce qu'il voulait que l'État soutienne une société privée à but lucratif afin que celle-ci puisse être dispensée de toute procédure de contrôle politique, judiciaire, constitutionnel, social ou environnemental. Je suis donc à l'aise d'affirmer qu'en dehors de considérations tactiques, les deux principaux partis politiques ont démontré que cette question était suffisamment importante pour les pousser à agir de manière décisive. De toute évidence, le logement, et le logement autochtone en

particulier, ne bénéficie pas d'un engagement aussi fort à Ottawa. Des centaines de milliers de sans-abri, des millions de personnes mal logées ne réussissent tout simplement pas à être perçues comme une véritable priorité nationale.

Bien que cela ne soit pas une surprise, cela reste une déception.

La réalité demeure : plus de 1,7 million de ménages sont confrontés à des besoins impérieux de logement. Malgré de nombreuses excuses, des ressources insignifiantes ont été consacrées pour permettre aux fournisseurs de logements autochtones de résoudre la discrimination systémique insupportable à laquelle sont confrontés nos frères et sœurs autochtones dans les zones urbaines et rurales. Les nations autonomes du Nord n'ont pas non plus été impliquées de manière appropriée dans les mesures correctives. Des milliers de femmes vivent encore dans des situations de violence faute de logements adéquats à leur disposition. Des enfants n'atteignent pas tout leur potentiel, car ils sont constamment malades à force de vivre dans des logements pleins de moisissures.

L'incapacité d'un État moderne et puissant à articuler une réponse rapide et crédible pour résoudre un problème qui, après tout, n'est pas complexe sur le plan conceptuel me déconcerte chaque jour. Nous avons besoin de maisons, nous savons comment les construire, nous savons qui en a besoin et, en tant que société, nous avons toutes les richesses nécessaires pour les bâtir. Alors, qu'attendons-nous? Au cours des dernières années, le secteur du logement abordable a participé à d'innombrables consultations, discussions, séances de réflexion et représentations. Le résultat final est une politique nationale du logement qui se prend pour une stratégie nationale du logement. En tant que politique, elle est excellente dans la plupart de ses aspects, sauf sur la question autochtone (mais c'est typiquement canadien, comme je viens de le démontrer).

Pour devenir une stratégie, la politique devrait passer d'une phase expérimentale à celle des actions à grande échelle. Mon message au gouvernement est le suivant : « Les hors-d'œuvre sont délicieux, mais à quand le plat principal ? » Pour avoir une vraie stratégie, il faudrait au moins cinq fois, voire dix fois plus de moyens déployés qu'actuellement.

Alors, mes amis, membres de l'ACHRU, leaders et acteurs de premier plan du secteur, la tâche qui nous attend est bien définie : transformer la politique nationale du logement en une véritable stratégie nationale du logement.

Tandis que je termine mon mandat, je vous dis qu'aujourd'hui, plus que jamais, je suis convaincu que la solution au problème du logement est à portée de main et repose en grande partie sur nos épaules. Comme organisations sans but lucratif, coop, groupe de la société civile ou du monde municipal, nous ne pouvons pas tout faire nous-mêmes. Nous avons besoin de l'appui des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux –



cependant, des mesures doivent aussi être prises dans nos propres rangs pour faire évoluer les choses dans la bonne direction. Agir sur nous-mêmes nous rend plus forts dans nos représentations et nos revendications.

Les personnes pour lesquelles nous travaillons, les personnes avec lesquelles nous travaillons, les travailleurs et travailleuses de ce pays ne peuvent ni ne doivent accepter le statu quo. Nous sommes les forces vives capables et désireuses de résoudre la crise du logement. Nous assemblons les briques, martelons les clous, appliquons la peinture. Et – cela est tout aussi important – c’est nous qui accueillons les personnes en détresse et réconfortons les personnes qui souffrent.

Une technologie sophistiquée, une ingénierie spectaculaire ne définissent pas le niveau d’avancement d’une civilisation. C’est votre action qui distingue un monde civilisé d’un monde barbare.

Ce qui vous rend grand, c’est votre sensibilité. Ce qui vous rend puissant, c’est votre capacité à transformer cette sensibilité en un carburant qui augmente votre capacité à offrir et à partager.

La transformation de la politique nationale du logement en une stratégie nécessitera un effort commun des personnes présentes dans cette salle, promoteurs communautaires, fonctionnaires, politiciens. Nous avons ce pouvoir, tant que nous aurons la volonté d’agir jusqu’à ce qu’il y ait un toit pour chacun et chacune. Par nos actions sur le terrain, nous avons la capacité de convaincre les gouvernements actuels et à venir d’agir avec nous pour un monde qui traite tous et toutes avec décence.

\* \* \*

En terminant, je tiens à saluer un certain nombre de personnes clés. Tout d’abord, merci aux personnes avec qui j’ai siégé au conseil : votre passion pour le logement et un monde meilleur m’ont inspiré. Au personnel de l’ACHRU : merci de votre travail acharné, jour après jour, pour amener notre Association à devenir l’impressionnante organisation qu’elle est devenue. À nos élus présents et présentes ici : merci de nous écouter, même lorsque nous ne sommes pas d’accord. Et enfin, à nos membres, commanditaires et supporters : merci de votre confiance en votre Association.

Encore une fois, merci d’être ici. J’espère que vous apprécierez ce 51<sup>e</sup> congrès et je vous souhaite le meilleur séjour possible à Victoria.

Un logement pour tous!